

LIMINAIRE CSAL du 10/06/2024

Impossible de commencer cette séance sans revenir sur les nouvelles provocations du gouvernement à l'encontre des fonctionnaires : M Guérini, ministre de la Fonction publique, a annoncé une nouvelle attaque frontale contre le Statut de la Fonction publique avec la fin des catégories A, B et C et la suppression des corps. Il en a rajouté une couche en annonçant, dixit « la fin du tabou du licenciement des fonctionnaires ». M Guérini n'a-t-il pas un seul conseiller qui aurait pu lui apprendre que cette mesure existe déjà, au 4ème groupe des sanctions sous le terme « révocation » ?

Dans une époque où les gouvernants, et même Mme VERDIER, notre Directrice générale font semblant de s'alarmer du problème d'attractivité de la Fonction publique, nous sommes sûrs que cela ne va pas améliorer la situation !

Il est maintenant avéré que le seul tabou de ce gouvernement est l'augmentation des fonctionnaires. Il a, en effet, donné une fin de non-recevoir aux demandes des organisations syndicales de revoir les salaires des fonctionnaires en 2024.

La CGT Finances Publiques dénonce ici le bashing anti fonctionnaire entretenu par M Guérini. Il est clair que l'État veut réduire sa masse salariale pour les économies attendues et transférer de plus en plus de missions au secteur privé.

Après avoir conduit une politique économique désastreuse, à base de cadeaux fiscaux aux plus riches et de baisse des impositions des entreprises, le gouvernement va faire payer la facture aux services publics, et donc aux fonctionnaires avec une 1^{re} coupe budgétaire de 20 milliards d'euros. Cette annonce est irrecevable tant elle va avoir des conséquences désastreuses sur nos conditions de travail et sur la qualité du service rendu à la population. Nous aurions, au contraire, besoin de dizaines de milliards d'euros supplémentaires pour doter les services publics et la Fonction publique des moyens nécessaires.

Dans ce contexte la DG donne la parole aux agents dans le cadre de l'observatoire interne 2024 et s'attribue un satisfecit :

« Avec une participation record et un engagement qui repart à la hausse, malgré des attentes encore fortes" dixit la DGFIP dans son article consacré sur Ulysse ».

Cette maîtrise de la prose nous laisse pantois, tant il semble impossible à la DG de tirer quoi que ce soit de positif de leur consultation auprès des agents.

En effet une majorité d'agents sont pessimistes quant à leur avenir à la DGFIP. Alors que la DG prétend vouloir rendre la DGFIP attractive, elle ferait sans doute bien de se demander comment conserver les agents travaillant déjà pour elle .

Pour la CGT cela passe entre autre par la revalorisation salariale. Il manque 25% au point d'indice pour compenser la valeur perdue face à l'inflation depuis 2008. La CGT réclame également l'indexation sur les prix, l'intégration des primes dans le traitement.

Les résultats de l'observatoire marquent clairement le ras le bol des agents de la DGFIP quant aux réformes, aux conditions de travail .

Les restructurations incessantes dans notre département contribuent largement ce ras-le-bol .

Le groupement du PCE sur Avignon dernier avatar du NRP oblige les agents à une mobilité forcée et la création du CCPRO de Carpentras avec une organisation du travail largement inspirée du privé donne une perspective inquiétante des services de demain.

Les élus CGT